

**CONVENTION TEMPORAIRE DE FOURNITURE D'EAU INCENDIE ET STATION INCENDIE NORD****23 décembre 2020****Entre****PSA AUTOMOBILES SA****Et****EIFPAGE AMENAGEMENT**Handwritten signature and initials, possibly 'HG' and a stylized 'D' or 'A'.

## LA PRESENTE CONVENTION EST CONCLUE ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Société dénommée « PSA Automobiles SA, Société anonyme dont le siège social est à Poissy (78300), 2-10 Boulevard de l'Europe, identifiée au SIRET sous le numéro 542 065 479 00926 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de VERSAILLES.

Représentée par Madame Muriel Gonel, dûment habilitée aux fins de signature des présentes,

Ci-après désignée « **PSA** »

**D'UNE PART**

**ET :**

La Société dénommée EIFFAGE AMENAGEMENT, Société par actions simplifiée au capital de 75 000 €, dont le siège est à VELIZY-VILLACOUBLAY (78 140), 11 Place de l'Europe, identifiée au SIREN sous le numéro 732 004 411 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de VERSAILLES.

Représentée par Madame Aline Detry, dûment habilitée aux fins de signature des présentes,

Ci-après désignée « **EIFFAGE** »

**D'AUTRE PART**

PSA et EIFFAGE étant ci-après dénommées individuellement une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

## IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

PSA est propriétaire d'un ensemble immobilier à usage principal industriel connu sous le nom de « *La Janais* », situé sur les communes de Chartres de Bretagne, Saint Jacques de la Landes et Noyal-Châtillon-sur-Seiche en Ile-et-Vilaine, ci-après le « **Site** ».

Sur le Site, la société PEUGEOT CITROEN RENNES SNC est autorisée à exploiter, conformément à la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, une unité de production de véhicules automobiles.

Cette exploitation est autorisée par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°25-720-2 du 2 avril 2004, et n°25-720-3 du 22 mars 2013, le premier ayant annulé et remplacé les arrêtés préfectoraux suivants : l'arrêté préfectoral n°25-720 du 1<sup>er</sup> mars 1995 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°25-720-1 du 18 juillet 1997. Lesdits arrêtés préfectoraux réglementent les règles applicables en matière de protection incendie. A ces arrêtés se rajoutent des préconisations imposées par les assureurs.

En tant que propriétaire du Site, PSA est propriétaire des équipements de défense incendie présents sur le Site ainsi que des réseaux d'eaux existants sous le Site dont elle assure l'entretien et la maintenance.

PSA a conclu le 23 décembre 2020 avec EIFFAGE un acte de vente portant sur des bâtiments et des terrains désignés dans ledit acte de vente et décrits à l'Annexe 1, ci-après, les « **Biens Immobiliers** », étant précisé que lesdits Biens Immobiliers seront sortis du Site relevant de la législation des installations classées ainsi que PSA s'y est engagé aux termes de l'Acte de Vente.

Sont compris dans les Biens Immobiliers vendus une station de pompage incendie dite Nord (bâtiment 72), un bassin et des équipements incendie qui alimentent tant les Biens Immobiliers que le Site conservé par PSA et sont indispensables à leur sécurité. Postérieurement à l'acte de vente, PSA a prévu de recréer sur le surplus du Site qui restera sa propriété, une nouvelle source d'incendie autonome et procédera alors aux travaux de déconnexion tels que prévus dans l'acte de vente et ses annexes

Dans cet intervalle, conformément à l'article 11.2 de l'acte de vente en date du 23 décembre 2020, PSA bénéficie d'un différé de jouissance à titre gratuit correspondant au périmètre nécessaire pour gérer les interventions dans les installations qui y sont visées et fournira temporairement à EIFFAGE et ses ayants droits l'eau et la protection des Biens Immobiliers au moyen de la station incendie Nord et ce, jusqu'au raccordement autonome en eau via des réseaux publics des Biens Immobiliers et réalisation des travaux de déconnexion de PSA une fois la nouvelle station incendie de PSA devenue opérationnelle.

Pour les besoins des présentes, il est rappelé qu'aux termes des prescriptions générales de l'arrêté préfectoral n° 25-720-2 du 2 avril 2004 :

- Le Site, et donc les Biens Immobiliers, doivent disposer de ressources en eau et en mousse suffisantes et d'une fiabilité contrôlée (article 7.3) ;
- Le réseau d'incendie est bouclé et maillé (article 7.4) ;
- Ce réseau est alimenté à partir de quatre pompes de 270 m<sup>3</sup>/h dont une de secours (article 7.5).

Le Site est actuellement approvisionné en eau incendie par le biais de forages dont les modalités d'exploitation résultent des arrêtés préfectoraux sus visés.

A ce titre, PSA est autorisé à prélever dans le milieu, par le biais des puits de forage dont PSA est propriétaire sur le Site, jusqu'à 500 m<sup>3</sup>/heure et 3 000 m<sup>3</sup>/jour d'eau pour son usage industriel, indépendamment des prélèvements d'eau liés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours.

PSA est informé du projet d'EIFFAGE de créer au sein des Biens Immobiliers une Association Syndicale Libre, (ci-après « **ASL** »), laquelle a vocation à devenir propriétaire et/ou gestionnaire notamment des réseaux, installations d'eaux et ouvrages d'intérêt collectif entre les Biens Immobiliers et le Site, créés dans les Biens Immobiliers.

## EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

## ARTICLE 1. Objet

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'approvisionnement en Eau incendie des Biens Immobiliers.

## ARTICLE 2. Définitions

Dans la présente Convention, on entend par :

**Biens Immobiliers** : comprenant uniquement les bâtiments et les Installations existants au jour de la vente conclue entre PSA et EIFFAGE AMENAGEMENT en date du 23 décembre 2020 et désignés à l'Annexe 1 de la Convention.

**Convention** : la présente convention et ses annexes, ainsi que toutes ses mises à jour et avenants.

**Eau incendie** : l'eau destinée à lutter contre un incendie, c'est-à-dire l'eau permettant d'éteindre un incendie ainsi que l'eau nécessaire aux exercices de lutte contre l'incendie.

**Installations** : une station de pompage incendie dite Nord (bâtiment 72), un bassin et des équipements incendie délimités en rouge sur le plan figurant en Annexe 1, ainsi que les poteaux incendies disséminés présents dans les Biens Immobiliers, et le système de report d'alarme incendie existant dans le bâtiment 02 sur les Biens Immobiliers et relié au centre de secours du Site PSA, le tout étant à ce jour indispensables à la sécurité incendie du Site, en ce compris les Biens Immobiliers.

**Point d'approvisionnement** : le lieu pour fournir l'Eau incendie sur les Biens Immobiliers tel qu'identifié sur l'Annexe 1.

**Site** : désigne le site PSA Automobiles SA de Rennes.

## ARTICLE 3. Droits et Obligations de PSA

### 3.1 Equipement incendie

PSA s'engage à maintenir sur les Biens Immobiliers un Point d'approvisionnement en Eau incendie qu'elle détermine et à entretenir les Installations en bon état de fonctionnement et conformes à la réglementation qui leur est applicable.

PSA s'engage à maintenir en bon état de fonctionnement et conforme à la réglementation applicable le système d'alarme incendie et à informer immédiatement EIFFAGE, ses représentants et/ou tout mandataire désigné par EIFFAGE, de tout déclenchement des systèmes d'alerte incendie présents sur les Biens Immobiliers.

### 3.2 Fourniture d'Eau incendie

PSA s'engage à approvisionner les Biens Immobiliers en Eau incendie selon les modalités suivantes :

- l'approvisionnement se fait au niveau du Point d'approvisionnement ;
- PSA assure la fourniture d'Eau incendie conformément à la réglementation applicable et selon les caractéristiques définies à l'Annexe 2.

La fourniture d'Eau incendie est effective vingt-quatre (24) heures sur vingt-quatre (24) chaque jour de l'année.

### 3.3 Information de ou des exploitant/occupants en cas d'interruption

En cas d'interruption accidentelle de la fourniture d'Eau incendie, PSA informe EIFFAGE dans les meilleurs délais et prend toutes les mesures correctives afin de remédier dans un délai maximum de 48h au dysfonctionnement.

En cas d'interruption programmée de la fourniture d'Eau incendie, PSA en informe EIFFAGE au moins sept (7) jours avant en indiquant la durée prévue de l'interruption qui ne pourra excéder en toute hypothèse 48h.

En tout état de cause, EIFFAGE fera son affaire personnelle de transmettre aux exploitants/occupants présents dans les Biens Immobiliers toute information reçue de PSA à ce titre.

### 3.4 Information d'EIFFAGE en cas de modification des droits et obligations de PSA sur les installations ou sur l'Eau incendie

PSA s'engage à informer EIFFAGE, dans un délai de trente (30) jours, de toute modification de ses droits et obligations sur les Installations ou les puits de forage résultant d'impératifs réglementaires ou de demandes particulières de la DREAL ou de la compagnie d'assurances, permettant d'approvisionner le Site et les Biens Immobiliers en Eau incendie et/ou sur l'eau objet de la Convention.

Dès lors que ladite modification aurait un impact sur les obligations fixées par la Convention elle s'imposerait automatiquement à EIFFAGE, étant précisé que ces éventuelles modifications ne pourront avoir pour effet de diminuer le niveau de sécurité des Biens Immobiliers au titre de l'approvisionnement en eau et la protection des Biens Immobiliers au moyen de la station incendie Nord.

PSA doit assurer la fourniture d'Eau incendie 24h/24h mais aura la faculté d'interrompre cette fourniture en cas de maintenance (celle-ci ne pourra avoir lieu que pendant la fermeture du Site à savoir les jours non ouvrés, les périodes de fermeture d'été et de Noël et sous réserve d'une information préalable d'EIFFAGE 48h minimum avant le début de la maintenance) du réseau pendant une période de 48h maximum. Dans cette hypothèse, la responsabilité de PSA ne sera pas engagée pendant cette interruption sauf si celle-ci a causé un préjudice certain à Eiffage ou aux occupants des Biens Immobiliers.

## ARTICLE 4. Droits et Obligations d'EIFFAGE

### 4.1 Droit d'utilisation de l'Eau Incendie

EIFFAGE et ses ayants droits, en particulier ses acquéreurs successifs et occupants des Biens immobiliers disposent d'un droit d'utilisation de l'Eau Incendie en cas de survenance d'un incendie dans les Biens Immobiliers sous réserve de l'application du protocole d'intervention en Annexe 2. Ce droit est conféré sans autre frais à la charge d'EIFFAGE que les sommes visées à l'article 4.3 Paiement du prix.

### 4.2 Dispositifs incendie dans les Biens Immobiliers

EIFFAGE assurera sous sa pleine et entière responsabilité et à ses frais la gestion des équipements de défense incendie (RIA, extincteurs...) présents dans les bâtiments existants inclus dans les Biens Immobiliers.

Toutefois, il est précisé que le système d'alarme incendie des Biens Immobiliers, compris dans les Installations, est raccordé pendant la durée de la convention au réseau PSA et reste à ce titre sous la responsabilité de PSA.

EIFFAGE permet à PSA, ses représentants ou tout mandataire désigné par PSA d'accéder, à tout moment, aux Installations et aux poteaux incendie présents dans les Biens Immobiliers.

En cas d'incendie survenant dans les Biens Immobiliers l'estimation du volume d'eau utilisé pour les besoins de la lutte contre cet incendie sera définie selon les moyens déployés pour lutter contre l'incendie.

EIFFAGE s'interdit d'utiliser l'Eau Incendie à un autre usage qu'à celui prévu pour l'extinction desdits incendies.

EIFFAGE sera responsable en cas de rupture d'approvisionnement de l'Eau incendie du fait d'un incident sur les Installations occasionné par les travaux d'EIFFAGE.

### 4.3 Paiement du prix

EIFFAGE s'engage à verser à PSA, ses représentants ou à tout mandataire désigné par PSA, une somme calculée selon les modalités fixées à l'article 6 et à l'Annexe 3 de la Convention en contrepartie (i) de la fourniture d'Eau incendie et (ii) de la maintenance et de l'exploitation des Installations permettant l'approvisionnement des Biens Immobiliers en Eau incendie.

### 4.4 Information de PSA en cas de modification des prescriptions en matière d'incendie

EIFFAGE s'engage à informer PSA, ses représentants et/ou tout mandataire désigné par PSA, dans un délai de trente (30) jours, de toute modification des besoins d'approvisionnement des Biens Immobiliers en Eau incendie, en ce inclus toute modification tenant à la quantité ou au volume à fournir.

Dans ce cas, les Parties examinent conjointement, et au plus tard trente (30) jours hors mois d'août après ladite modification, s'il y a lieu de réviser la Convention et/ou ses annexes.

### 4.5 Information et devoir d'alerte en cas d'essai incendie

EIFFAGE s'engage à informer PSA, ses représentants et/ou tout mandataire désigné par PSA, de tout essai incendie prévu et/ou organisé sur les Biens Immobiliers en lui communiquant au moins soixante douze (72) h à l'avance : la date, l'heure et la durée prévue de l'exercice.

### 4.6 Information et devoir d'alerte en cas de déclenchement intempestif des systèmes d'alarme incendie

EIFFAGE s'engage à informer immédiatement PSA, ses représentants et/ou tout mandataire désigné par PSA, de tout déclenchement intempestif des systèmes d'alarme incendie présents sur les Biens Immobiliers.

### 4.7 Information des exploitants/occupants en cas de dysfonctionnement

EIFFAGE s'engage à informer les occupants/exploitants dans les Biens immobiliers de tout dysfonctionnement dans la fourniture d'Eau incendie qui lui serait signalé par PSA en application de l'article 3.3 de la Convention.

### 4.8 Interdiction de pénétrer et d'intervenir dans les Installations

EIFFAGE s'interdit de pénétrer et d'intervenir dans les Installations sous peine de pénalité et de supporter les dommages occasionnés à PSA.

## ARTICLE 5. Responsabilité

### 5.1 Responsabilité de PSA

PSA doit assurer :

La fourniture d'eau incendie 24h/24h.

Le bon fonctionnement des Installations.

Il s'engage à ce que les Installations soient couvertes par une assurance, et à en justifier à EIFFAGE par la production d'une attestation.

PSA engagera sa responsabilité à raison de dommages certains et consécutifs à la non prise en charge, ou de retard par rapport à la réglementation applicable en France de prise en charge d'un incendie consécutif à une défaillance des Installations ou au défaut d'approvisionnement en Eau Incendie.

En tout état de cause, la responsabilité de PSA ne peut être engagée lorsque l'interruption résulte d'un cas de force majeure.

### 5.2 Responsabilité d'EIFFAGE

Moyennant le respect par PSA des obligations lui incombant sur les Installations et la fourniture en Eau incendie, EIFFAGE ou le cessionnaire en cas de cession telle qu'indiquée à l'article 9, assure la pleine et entière responsabilité de la prise en charge des incendies intervenant sur les Biens Immobiliers nonobstant le fait que ces incendies résultent d'une action des exploitants/occupants. EIFFAGE demeure exclusivement responsable en cas de non-respect des prescriptions administratives qui s'appliquent à son activité et à celle des exploitants/occupants

dont il se porte fort et en particulier, dans le cadre de la réglementation incendie en vigueur sans préjudice des obligations à la charge de PSA

EIFFAGE ou le cessionnaire en cas de cession telle qu'indiquée à l'article 9, est notamment exclusivement responsable :

- de la mise en place et du fonctionnement des équipements de lutte contre l'incendie présents dans les bâtiments existants compris dans les Biens Immobiliers ;
- des mesures d'organisation interne dans les Biens immobiliers, de prévention et de lutte contre le risque incendie ;
- des conséquences dommageables de trois déclenchements intempestifs des systèmes d'alerte incendie présents sur les Biens Immobiliers, y compris lorsqu'elles sont subies par des tiers,
- des conséquences environnementales et d'une pollution liées aux eaux d'extinction qui interviendrait après leur utilisation dans le cadre de l'extinction de l'incendie. Dans ce cadre, le coût de traitement et de pompage des eaux d'extinction sera entièrement pris en charge par EIFFAGE.

EIFFAGE répond seule du respect des prescriptions qui lui sont imposées, ou qui sont imposées aux exploitants/occupants, par les autorités de contrôle.

Par ailleurs, EIFFAGE est seule responsable des dommages causés aux exploitants/occupants, résultant du non-respect des obligations mises à sa charge aux termes des présentes en particulier lorsqu'ils résultent d'un retard dans la transmission de l'information communiquée par PSA en application de l'article 3.3 de la Convention.

#### **ARTICLE 6. Conditions financières**

En contrepartie de la fourniture d'Eau incendie, EIFFAGE verse à PSA, ou à tout mandataire désigné par PSA, une somme déterminée selon les modalités fixées à l'Annexe 3 de la Convention.

Cette somme fera l'objet d'une facture adressée à EIFFAGE une fois par an.

EIFFAGE s'engage à régler ladite somme dans les trente (30) jours suivant la réception de la facture.

#### **ARTICLE 7. Pénalités**

Sans préjudice de la responsabilité encourue au titre de l'article 5 et de la faculté de résiliation prévue à l'article 8, EIFFAGE s'engage à verser à PSA, ses représentants ou à tout mandataire désigné par PSA, à titre de pénalité :

- La somme forfaitaire de 5.000 Euros en cas de 4<sup>ème</sup> déclenchement intempestif de l'alarme prévu par l'article 5.2 ci-avant ;
- La somme forfaitaire de 3.399 Euros par violation des obligations d'EIFFAGE au titre de la présente convention. Cette pénalité sera automatiquement appliquée après mise en demeure d'EIFFAGE, par courrier recommandé avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations du fait du manquement dûment constaté, restée sans effet dans un délai de 15 jours à compter de sa réception et sans préjudice du remboursement à PSA, le cas échéant, du coût de l'eau incendie utilisée par EIFFAGE pour un autre usage que l'extinction en violation de l'article 4.1.

#### **ARTICLE 8. Résiliation**

La Convention pourra être résiliée dans les conditions suivantes :

En cas de manquement grave par EIFFAGE aux engagements résultant des présentes, notamment le retard de paiement de plus de trente (30) jours calendaires de son échéance de l'une quelconque des sommes dues au titre de la Convention, PSA aura la faculté de résilier la Convention.

PSA, ses représentants ou tout mandataire désigné par elle, devra avoir mis préalablement EIFFAGE en demeure de régulariser sa situation, soit sous forme d'un commandement de payer, soit sous forme d'une mise en demeure d'exécuter ou de respecter les stipulations de la Convention, délivrés par acte extrajudiciaire, contenant déclaration par PSA de son intention d'user du bénéfice de la présente clause.

Si deux (2) mois après le commandement de payer ou la mise en demeure d'exécuter, EIFFAGE n'a pas entièrement régularisé sa situation, la Convention sera, si bon semble à PSA, résiliée de plein droit, sans notification supplémentaire.

Compétence est, en tant que de besoin, attribuée au magistrat des référés pour constater le manquement, l'acquisition de la présente clause et ordonner la résiliation de la Convention.

Toutes sommes dues en vertu de la Convention qui ne seraient pas payées à leur échéance exacte, porteront de plein droit intérêt au taux de l'intérêt légal.

Tous frais de procédure, sommations, poursuites ou mesures conservatoires, ainsi que tous frais de levée d'état et de notifications rendues nécessaires du fait des manquements d'EIFFAGE à ses obligations résultant de la Convention seront mis à sa charge et facturés sur le terme suivant.

#### **ARTICLE 9. Cession**

Les droits consentis par PSA aux termes des présentes bénéficient au propriétaire des Biens Immobiliers, ses occupants et acquéreurs successifs, tant que les travaux permettant d'individualiser le système de sécurité incendie des Biens par rapport au Surplus du Site n'auront pas été réalisés. En revanche, EIFFAGE restera l'interlocuteur unique de PSA et seul responsable à l'égard de ce dernier des engagements pris aux termes des présentes, sans préjudice pour EIFFAGE de se retourner contre ses acquéreurs et occupant à raison du non-respect pas ces derniers des obligations résultant des présentes susceptibles de les concerner.

Par dérogation à ce qui précède, la Convention sera cédée à tout nouveau propriétaire de la globalité des Biens Immobiliers sans division possible ou à une Association Syndicale Libre, (ci-après « l'ASL ») ou tout gestionnaire à qui serait confiée la gestion et le cas échéant la propriété des réseaux, installations d'eaux et ouvrages d'intérêt collectif existants ou créés dans les Biens Immobiliers, à l'exception des Installations à la double condition que :

- PSA ait été préalablement informée, et en tout état de cause au moins trois mois avant la cession, de l'identité du gestionnaire et des caractéristiques de l'activité du cessionnaire ;
- EIFFAGE se soit acquittée de toutes ses obligations prévues par la Convention à la date de la cession.



A cet effet, EIFFAGE notifiera à PSA, par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée au moins trois (3) mois avant la cession envisagée, l'identité du cessionnaire, les documents de constitution de l'ASL et la confirmation que celui-ci respecte les conditions prévues ci-dessus.

En cas de cession du bénéfice de la Convention à un tiers le cessionnaire devra expressément s'engager à respecter les dispositions du présent article.

**ARTICLE 10.** Date d'effet et Durée

La Convention prendra effet à la date de la vente des Biens Immobiliers à EIFFAGE et pour une durée expirant à la plus tardive des deux dates soit un délai d'un (1) an soit à l'achèvement par PSA des travaux mis à sa charge aux termes de « l'annexe travaux charge Vendeur »,

En tout état de cause, elle prendra fin automatiquement et par anticipation en cas de raccordement des Biens Immobiliers au réseau d'incendie public et de déconnection des Biens immobiliers du réseau incendie de PSA.

**ARTICLE 11.** Litiges

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la Convention, les Parties s'engagent à se rencontrer préalablement à toute action en justice.

**ARTICLE 12.** Communication

Toutes les communications prévues par la Convention seront adressées aux coordonnées suivantes :

- En cas d'urgence :
- Contact permanent 24/24 & 7/7 sur le Site au PC sécurité : tel 02 23 36 38 44
- Pour PSA ou tout mandataire désigné par PSA :

Site PSA de RENNES La Janais  
Responsable sureté et incendie RSH  
Route de Nantes à Chartres de Bretagne (35177)  
Copie :

PSA Automobiles SA  
Direction Immobilière  
2/10, Bd de l'Europe / Case courrier : YT 2501 / 78092 POISSY Cedex 01

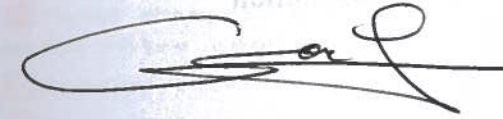
- Pour EIFFAGE:

EIFFAGE AMENAGEMENT  
11, place de l'Europe  
78140 Vélizy-Villacoublay

Les Parties s'informent mutuellement, et au moins quinze (15) jours avant qu'elle ne survienne, de toute modification dans leur adresse de domiciliation.

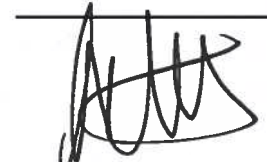
Fait à Paris, le 23 décembre 2020 , en 2 exemplaires originaux.

PSA Automobiles SA



Par : Muriel Gonel

EIFFAGE AMENAGEMENT



Par : Aline Detry

**Liste des annexes :**

**Annexe 1 : Identification des Bâtiments existants concernés par la Convention et périmètre des Installations**

**Annexe 2 : Protocole d'intervention en cas d'incendie**

**Annexe 3 : Conditions financières**

### Annexe 1.

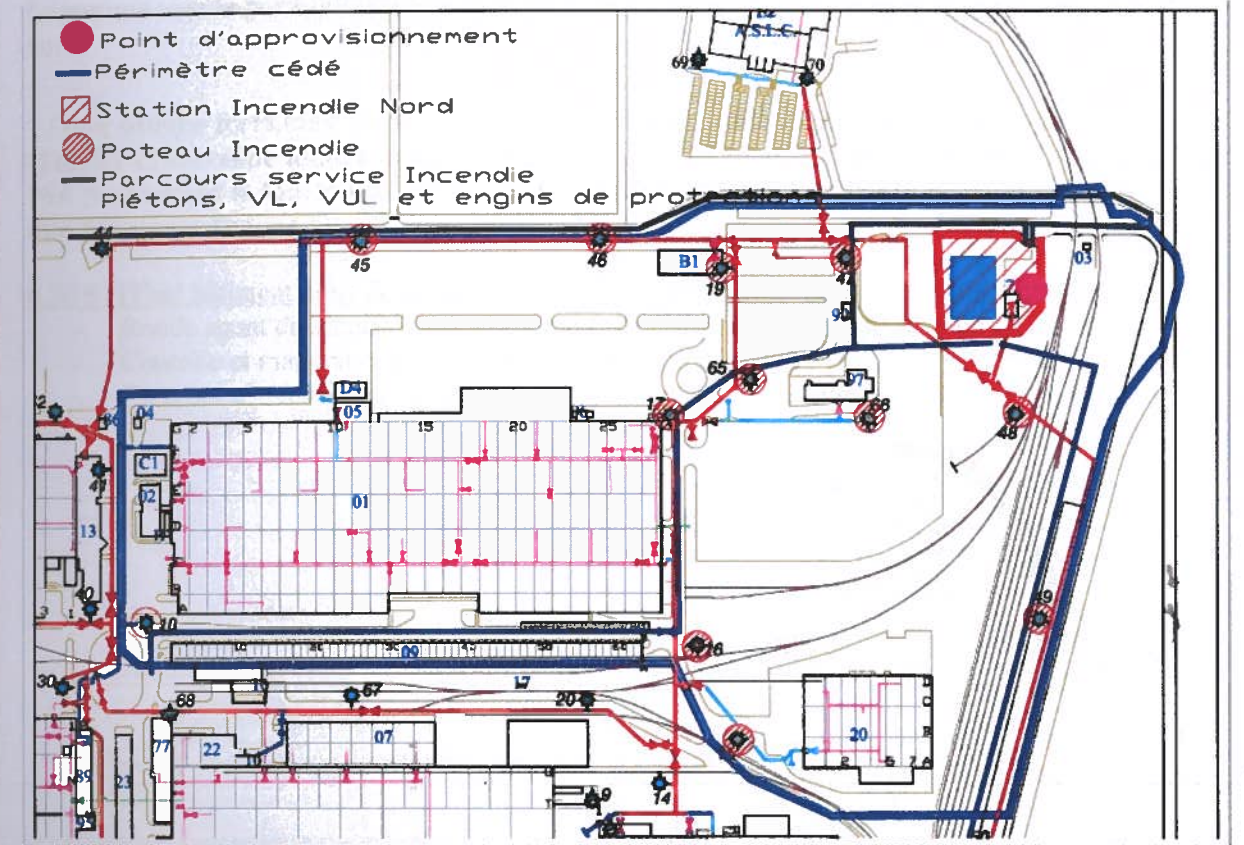
#### Identification des

#### bâtiments existants concernés par la convention

Sur une assiette foncière globale de 221 313 m<sup>2</sup> située sur les communes de CHARTRES DE BRETAGNE (35131) au lieudit « La Janais » et de SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE (35136) lieudit « La Calvenais » et « La Haute Calvenais » existent à ce jour les bâtiments suivants qui bénéficient de la Convention:

- Le bâtiment 01 et ses bâtiments satellites, savoir les bâtiments 02, 04, 05, 06, D4, B7, C1, d'une surface utile de 44 612,60 m<sup>2</sup> et d'une surface de plancher de 44 574,52 m<sup>2</sup>,
- Le bâtiment 09 d'une surface utile de 5 882 m<sup>2</sup> et d'une surface de plancher similaire
- Le bâtiment 20, d'une surface utile de 6 154,85 m<sup>2</sup> et d'une surface de plancher de 6155,37 m<sup>2</sup>
- Une station de pompage incendie dite Nord (bâtiment 72), un bassin et des équipements incendie, des poteaux incendies disséminés, le tout tel que délimité en rouge sur le plan ci-dessous

#### Plan des Biens Immobiliers avec délimitation en rouge des Installations (Station incendie Nord et poteaux incendie)





### Annexe 2.

#### Protocole d'intervention en cas d'incendie

### Annexe 3.

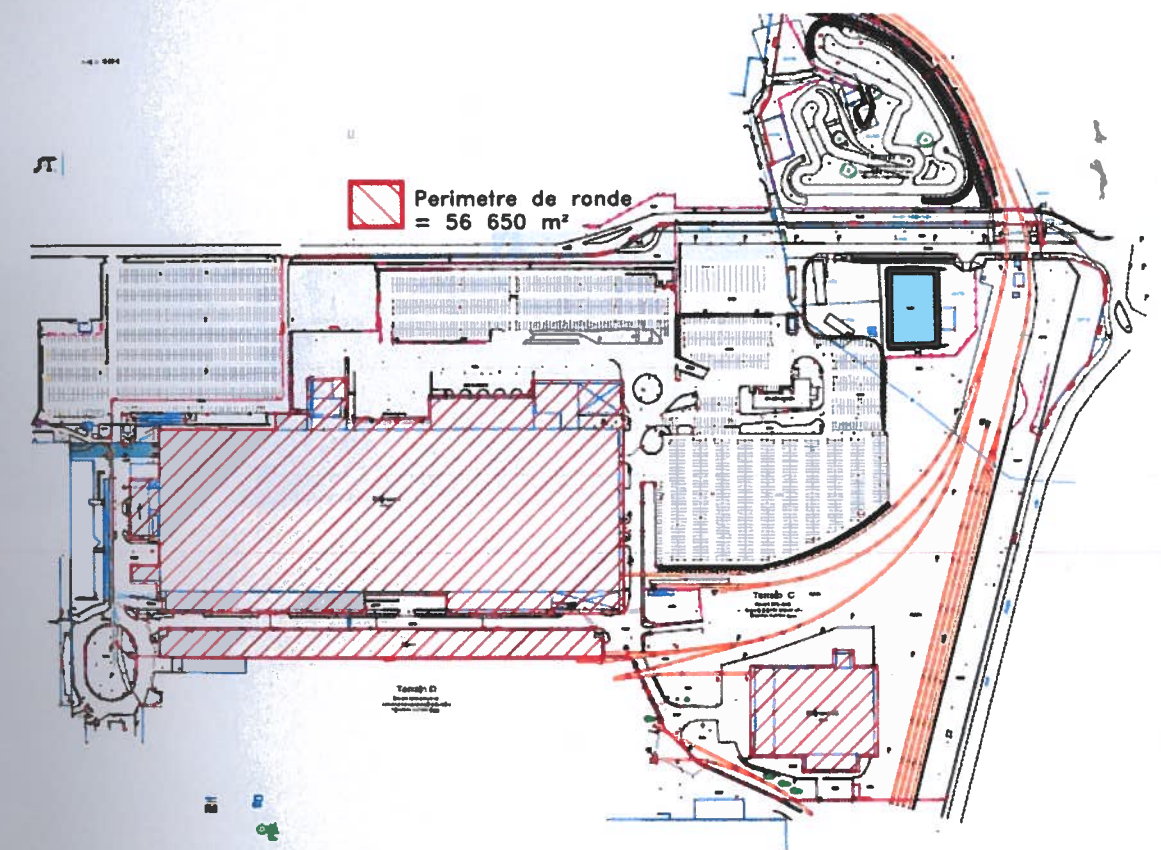
#### Conditions financières

La somme versée par EIFFAGE en application de l'article 6 de la Convention se décompose comme suit :

1/ une somme forfaitaire annuelle hors taxes de seize mille neuf cent quatre-vingt-quinze euros (16.995 €) correspondant à la surveillance et à l'entretien et la maintenance des Installations de PSA permettant la fourniture d'Eau incendie sur les Bâtiments concernés par la Convention tels que définis en Annexe 1.

0,30 € HT/m<sup>2</sup> bâtiment objet de la ronde (56.650 m<sup>2</sup>) /an intégrant les éléments suivants :

- Ronde agent de sécurité dans le périmètre des bâtiments matérialisé en rouge ci-dessous
- Contrôle et maintenance de la station incendie nord
- Contrôle et maintenance des poteaux d'incendie des Biens Immobiliers cédés.



2/ le coût réel de traitement et de pompage des eaux d'extinction après leur utilisation pour l'extinction de l'incendie



## Annexe 1

Annexe 1 - Plan de l'annexe 1

Annexe 1 - Plan de l'annexe 1

Le plan de l'annexe 1 est divisé en deux parties. La première partie est le plan de l'annexe 1 et la deuxième partie est le plan de l'annexe 2.

Le plan de l'annexe 1 est divisé en deux parties. La première partie est le plan de l'annexe 1 et la deuxième partie est le plan de l'annexe 2.

Le plan de l'annexe 1 est divisé en deux parties. La première partie est le plan de l'annexe 1 et la deuxième partie est le plan de l'annexe 2.



## Annexe 1.

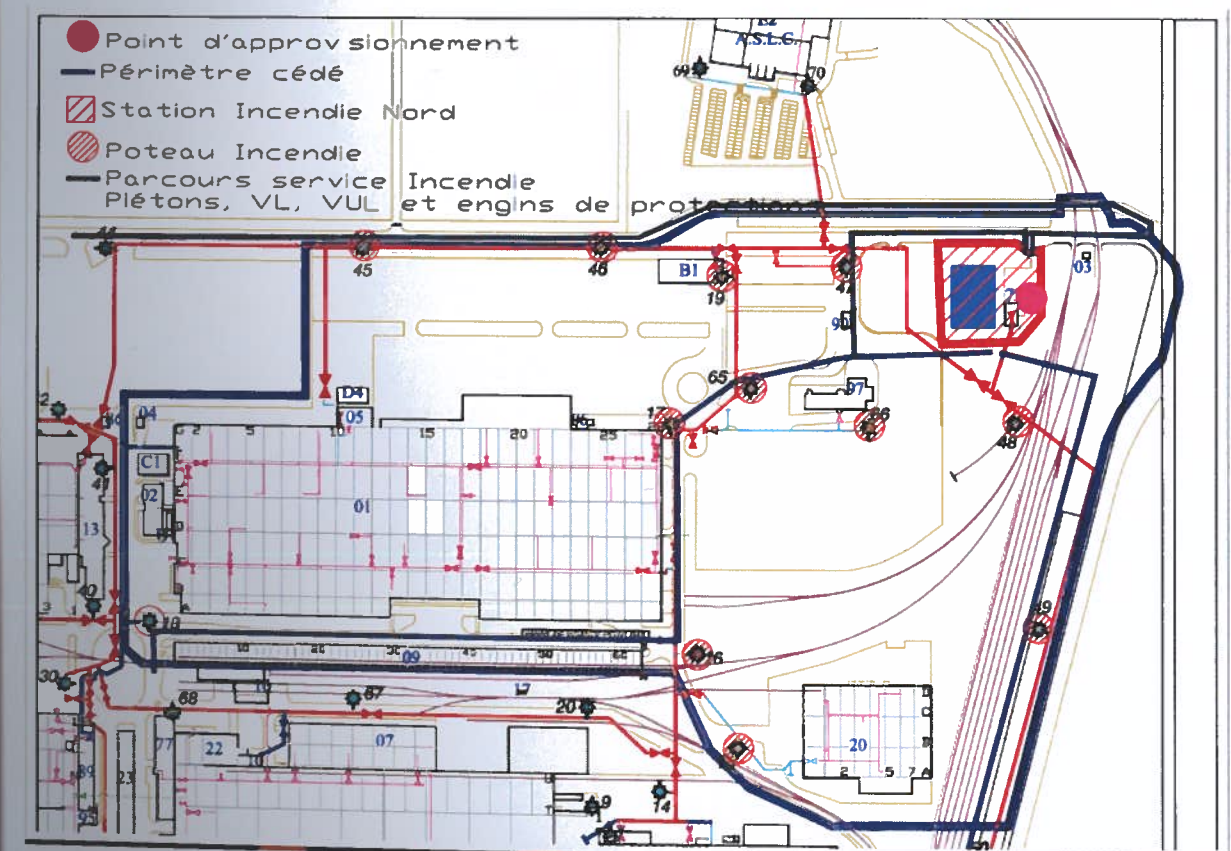
### Identification des

### bâtiments existants concernés par la convention

Sur une assiette foncière globale de 221 313 m<sup>2</sup> située sur les communes de CHARTRES DE BRETAGNE (35131) au lieudit « La Janais » et de SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE (35136) lieudit « La Calvenais » et « La Haute Calvenais » existent à ce jour les bâtiments suivants qui bénéficient de la Convention:

- Le bâtiment 01 et ses bâtiments satellites, savoir les bâtiments 02, 04, 05, 06, D4, B7, C1, d'une surface utile de 44 612,60 m<sup>2</sup> et d'une surface de plancher de 44 574,52 m<sup>2</sup>,
- Le bâtiment 09 d'une surface utile de 5 882 m<sup>2</sup> et d'une surface de plancher similaire
- Le bâtiment 20, d'une surface utile de 6 154,85 m<sup>2</sup> et d'une surface de plancher de 6155,37 m<sup>2</sup>
- Une station de pompage incendie dite Nord (bâtiment 72), un bassin et des équipements incendie, des poteaux incendies disséminés, le tout tel que délimité en rouge sur le plan ci-dessous

Plan des Biens Immobiliers avec délimitation en rouge des Installations (Station incendie Nord et poteaux incendie)









## Annexe 2

### Protocole d'intervention temporaire

#### 1- Objet et domaine d'application

Afin de définir les procédures d'interventions des secours PSA dans les Biens Immobiliers, un protocole d'intervention est donc mis en place entre PSA et EIFFAGE.

L'objet de cette procédure est donc de définir :

- ✦ La façon dont sont prises en compte les interventions en fonction de leur type et de leur niveau de gravité,
- ✦ Les limites d'interventions des secours PSA.

#### 2- Les différents niveaux et types d'intervention

Les missions des équipes d'interventions PSA sont la protection des personnes, des biens et de l'environnement.

##### Secours A Personnes :

Les équipes Sécurité se rendent pour tous appels d'urgences (02 23 36 36 18). A l'arrivée des secours une analyse est réalisée afin de déterminer le niveau de gravité.

Suivant le niveau gravité 2 cas sont possibles :

- 1) La victime peut être prise en charge par les moyens internes PSA, celle-ci sera dirigée vers le service médical PSA.
  - **La victime reste sous l'entière responsabilité de son employeur qui devra accompagner en permanence la victime**
- 2) La victime nécessite une prise en charge plus conséquente, le Chef d'Agrès (1<sup>er</sup> COS Commandant des Opérations de Secours) prend contact avec le Service Médical Interne et le SAMU 35 pour une évacuation éventuelle vers l'extérieure
  - La victime reste sous la responsabilité de son employeur
  - Les couts d'évacuation sont à la charge de l'employeur de la victime

## Protocole Intervention provisoire

Référence :  
RPI\_001



### Incendie :

- Les équipes Sécuritas se rendent sur place afin de déterminer les moyens à engager en interne et/ou externe. Le Chef d'Agrès du véhicule de secours prend contact avec les services internes PSA et/ou EIFFAGE. Si besoin, ce dernier contacte les secours extérieurs.

### Divers :

Les équipes Sécuritas se rendent sur place afin de déterminer les moyens à engager en interne et/ou externe. Le Chef d'Agrès du véhicule de secours prend contact avec les services internes (PSA et/ou EIFFAGE) si nécessaire. (Exemple : Coupure des énergies, moyens de levage, Environnement, etc.).

Le chargé d'environnement PSA sera informé de la situation via le service de secours.

- ⇒ **Important si les secours extérieurs sont contactés en direct par EIFFAGE prévenir le Centre de Secours PSA au 02 23 36 38 44.**

### Facturation des interventions de PSA :

Sécurité : suivant le temps et les moyens mis en place

Eau incendie :

Cout de pompage 115 € HT la première heure puis 95 € HT les heures suivantes (tarifs valables en horaire de journée 8H – 18H, en dehors de ces plages horaires majoration du taux horaire)

Cout de traitement de 10 € HT/Tonne d'eau pompée

## Protocole Intervention provisoire

Référence :  
RPI\_001



### Protocole d'Intervention

Alerte des secours PSA par les occupants des Biens cédés à EIFFAGE au **02 23 36 36 18**

L'équipe Sécuritas se déplace sur les lieux

- L'intervention peut être gérée avec les moyens internes PSA

- L'intervention nécessite des moyens internes PSA et externes (SDIS35, SAMU, etc...)

- Le Chef d'Agrès contacte les Services Internes PSA et EIFFAGE.

- Le Chef d'Agrès contacte les Services Internes PSA, EIFFAGE et Secours Extérieurs

- Un rapport d'intervention est envoyé à EIFFAGE avec facturation des interventions pollutions et incendies.

- Un rapport d'intervention est envoyé à EIFFAGE avec facturation des interventions pollutions et incendies



### Annexe 3



## Annexe 3.

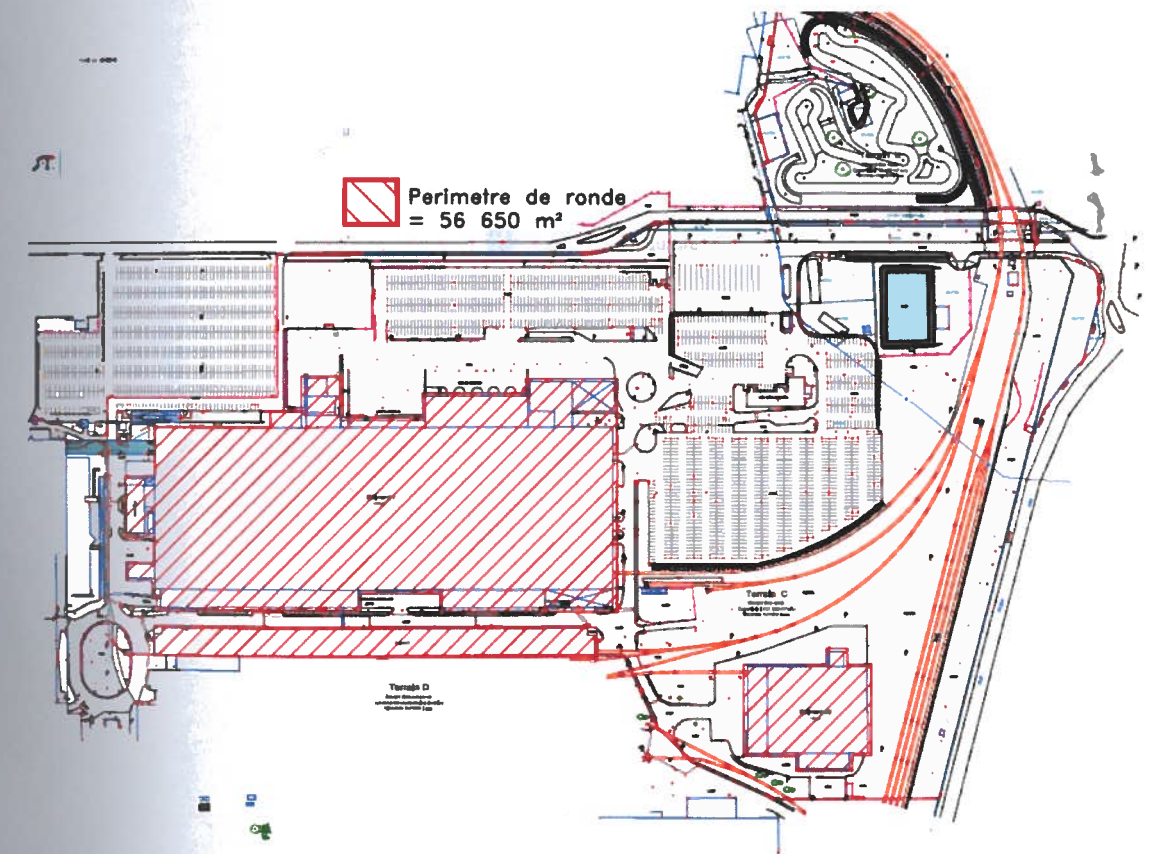
## Conditions financières

La somme versée par EIFFAGE en application de l'article 6 de la Convention se décompose comme suit :

1/ une somme forfaitaire annuelle hors taxes de seize mille neuf cent quatre-vingt-quinze euros (16.995 €) correspondant à la surveillance et à l'entretien et la maintenance des Installations de PSA permettant la fourniture d'Eau incendie sur les Bâtiments concernés par la Convention tels que définis en Annexe 1.

0,30 € HT/m<sup>2</sup> bâtiment objet de la ronde (56.650 m<sup>2</sup>) /an intégrant les éléments suivants :

- Ronde agent de sécurité dans le périmètre des bâtiments matérialisé en rouge ci-dessous
- Contrôle et maintenance de la station incendie nord
- Contrôle et maintenance des poteaux d'incendie des Biens Immobiliers cédés.



2/ le coût réel de traitement et de pompage des eaux d'extinction après leur utilisation pour l'extinction de l'incendie

